

ISR, ESG, Green Bonds....quésaco ?

C'est le thème à la mode dont tout le monde parle dans la gestion d'actifs et il faut absolument en avoir dans ses portefeuilles sous peine de se faire traiter de climatosceptique, macho ou impolitiquement correct ! La vérité est un peu différente mais de quoi parle-t-on exactement ?

Tout d'abord un petit lexique pour expliquer les termes :

ISR : Investissement Socialement Responsable

ESG : Environnement, Social et Gouvernance, principaux critères de l'ISR

Green Bonds : « obligations vertes » investissant dans l'univers ISR/ESG soit pour des projets spécifiques (infrastructure verte par exemple) soit pour des sociétés respectant ces critères.

Label ISR et Greenfin (anciennement TEEC) : labels utilisés pour catégoriser un fonds ISR/ESG, principaux labels reconnus et soutenus respectivement par le trésor et le ministère de la transition écologique et solidaire.

PRI : Principes pour l'Investissement Responsable, norme édictée en partenariat avec l'ONU.

ODD : Objectifs de développement durable, ils sont au nombre de 17 établis par l'ONU : pas de pauvreté, faim « zéro », bonne santé et bien-être, éducation de qualité, égalité entre les sexes... (liste exhaustive sur le site de l'ONU)

Au-delà de ces critères généraux, chaque société de gestion peut définir ses propres critères et appliquer des filtres plus ou moins contraignants.

Plusieurs types de gestion découlent ensuite de l'intégration de ces critères :

- Intégration ESG sans sélection : des portefeuilles qui tiennent compte des risques et opportunités ESG via leur intégration dans la valorisation mais sans critère ESG.
- Gestion de conviction/ Best-in-Universe : des portefeuilles opportunistes souvent concentrés et loin des benchmarks, qui tiennent compte de la qualité ESG des entreprises
- Gestion thématique : Gestion organisée autour d'une thématique (innovation, urbanisation, obésité...) qui privilégie des secteurs et peut s'appliquer en sus d'une gestion classique ou ISR.
- Gestion Best-in-Class : sélection des meilleures entreprises sur les critères ESG au sein de chaque secteur, dans des proportions similaires à celles du benchmark.
- Gestion par exclusion : pratique qui exclut automatiquement des sociétés pour des raisons éthiques (armement, droits de l'homme, tabac,...), respect des conventions internationales, normatives, thématiques, sectorielles....
- Engagement actionnarial : les sociétés de gestion, notamment au travers de l'exercice des droits de vote, engagent un dialogue avec les entreprises visant une amélioration des pratiques ESG.

Dans l'univers global de la gestion en France qui représente 3.500 Mds €, environ 42% de ces encours intègrent les enjeux du développement durable. C'est l'intégration ESG. Ensuite, l'investissement responsable, qui représente 12% des encours globaux, intègre des filtres qui reprennent tout ou partie des critères ESG en fonction du degré de sensibilité du gérant et

de l'univers d'investissement. D'après une étude Morgan Stanley, 84% des femmes manifeste un intérêt pour l'investissement responsable contre 67% des hommes. La France oblige aujourd'hui les gestionnaires à travers l'article 173-VI de la loi de transition énergétique pour la croissance verte à rendre des comptes dans la manière dont ils intègrent les critères ESG dans leur gestion. Cela sert d'exemple pour le reste de l'Europe.

Quid des performances ?

De nombreuses études montrent que l'ISR ne détruit pas de valeur bien au contraire : les entreprises les plus responsables performant plus de 2 fois plus que les entreprises les moins responsables sur une période de 12 ans. Cela permet également de mieux maîtriser les risques globalement en évitant les controverses ou les scandales environnementaux.

Tous les segments d'investisseurs sont concernés

L'adoption des critères ISR s'est généralisée en Europe et progresse rapidement en Asie et aux US.

- Les investisseurs sont de plus en plus soucieux de donner un sens à leur épargne et sont également poussés par une réglementation plus favorable et incitative.
- Performance financière similaire voire supérieure aux investissements traditionnels
 - Jeu de l'offre et de la demande en faveur des sociétés bien notées ESG
 - Surperformance de 6% par an des sociétés du premier sur le dernier quintile des notes ESG depuis 2017 (Lyxor)
 - Faire la une pour des raisons de mauvaise gouvernance coûte cher : \$500 milliards USD en 5 ans (FT)
 - 15 des 17 dernières banqueroutes du S&P500 concernaient des sociétés ayant des notes ESG déplorables
- Bonus d'une performance extra-financière

Les 2/3 des sociétés cotées ayant fait l'objet d'une controverse ESG ont décroché par rapport au reste du marché et la sentence est forte puisque leurs cours ont affiché une performance inférieure au MSCI World de 12% en moyenne sur 2 ans*.

Tout pousse donc à montrer que l'ISR et l'intégration de critères ESG ne détruit pas de la valeur et a même tendance à en créer. Quand ce n'est pas déjà le cas par la loi (cf supra France), la plupart des gestionnaires « verdissent » leurs investissements et cela se traduit souvent par une meilleure performance alors pourquoi pas vous ?

Il reste encore une fois à sélectionner les meilleurs dans chaque catégorie et votre CGP vous aidera à faire les meilleurs choix parmi les fonds proposés.



Label
ISR



GREENFIN LABEL
FRANCE FINANCE VERTE

Document non contractuel communiqué à titre indicatif, février 2020

*selon une étude de la Société Générale.